nos yeux. Or, le génie puissant et créateur s'adore bien plus lui-même qu'il n'adore la vérité. Il en est un gardien peu sûr; il tend sans cesse à mettre son idée même à la place de l'idée divine. Dieu considérant donc que le monde n'avait pas voulu, par la sagesse, comme dit saint Paul, conserver la vérité, Dieu a confié la vérité à la folie de la foi; il a préféré la foi, qui est le culte de la vérité, l'humble adoration de la vérité, à la science et au génie, sans les exclure, pourtant, lorsqu'ils veulent eux-mêmes adorer et servir; il a préféré descendre dans un vase de bois, respectueux et pur, plutôt que de rester dans un vase d'or impur et rebelle trop souvent. Oui, Dieu a préféré à l'oligarchie orgueilleuse du génie la sainte démocratie de la foi et de la charité. Je l'en remercie du plus profond de mes entrailles. Je la prie instamment de continuer qu'il en soit ainsi, et que toujours ici-bas la vertu soit quelque chose de plus grand et de plus puissant que le génie."

Le R. P., en terminant, adresse à son nombreux auditoire une touchante exhortation à l'occasion de la fête Noël :

"Messieurs, cette nuit nous célébrons l'anniversaire du Fils de Dieu, venu dans la simplicité et dans l'humilité de l'enfance, et reconnu par les bergers avant de l'être par les rois. Je vous convie à cette solennité, qui est une fête de toute la famille humaine. Cet enfant, pauvre, petit, né entre de vils animaux, c'est l'humanité toute entière qu'il représente, c'est l'annonce que la gloire était enlevée aux hommes pour la donner à Dieu, et nous rendre en échange la paix. Je vous souhaite donc, au nom de cette naissance, la paix du cœur; je vous l'augure, j'intercéderai pour que cette nuit touchante vous atteigne l'âme, et que vous puissiez répéter avec Jésus-Christ enfant cette parole qui résume tout ce que nous venons de dire : *Mon père, je vous rends grâce de ce que vous avez caché ces choses aux sages et aux savants, et de ce que vous les avez révélées aux petits !* Commencez, Messieurs, à être petits, humbles, enfans, pour devenir les véritables hommes de génie, les conservateurs, les vases de la vérité, et, par conséquent, pour coopérer à l'établissement sur la terre des devoirs, des droits, des libertés, du salut, tous fondés sur la puissance donnée par Jésus-Christ à la conscience, à la foi.

"Entrez, Messieurs, dans cette armée de la vérité; Dieu vous appelle du milieu du monde aux pensées éternelles par une foule d'avertissemens. Que cette assemblée, que ce spectacle, que cette attention que vous me donnez vous réveillent, et qu'enfin cette nuit qui s'approche pour vous parler de Dieu vous soit une bonne nuit!"

LA CRISE MINISTÉRIELLE ET M. DENIS BENJAMIN VIGER. SECONDE PARTIE.

Résumé d'observations faites en Chambre par M. Viger, surtout le 2 décembre 1843, dans son discours relatif à la demande d'une Adresse en faveur des ministres résignataires.

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES.

On doit de nouveau, par rapport au résumé, qui va suivre, des observations de M. Viger dans le troisième de ses discours en Chambre, sur la question soulevée par la résignation des ministres, solliciter l'indulgence du public.

Il n'était guère possible d'éviter des répétitions, surtout pour ce qui regarde le système du gouvernement responsable, qui, comme on l'a déjà fait remarquer, n'est que la théorie du gouvernement constitutionnel réduite en pratique. Il était nécessaire à M. Viger d'appuyer, d'une manière toute particulière, sur les principes qui s'y rapportent, et, comme ici, de leur donner des développemens de quelque étendue. Le loisir a manqué d'ailleurs pour mettre plus d'ordre et de clarté dans ce travail. Il s'y trouve aussi des lacunes, auxquelles, au moins, les remarques qu'on vient de voir, fournissent en grande partie les moyens de suppléer.

RÉSUMÉ D'OBSERVATIONS, ETC.

M. l'Orateur.

Le droit sur lequel se fondent les ministres résignataires, comme le titre invoqué par leurs partisans, pour obtenir une adresse approbative de leur conduite, ne pourrait reposer que sur celui de donner, dans cette Chambre, leurs explications des motifs de leur retraite, et sur des faits qu'ils auraient mis sous ses yeux, pour appuyer cette démarche, l'une des plus solennelles, autant qu'importantes, que cette Chambre puisse adopter. J'ai déjà fait voir, et je me propose de nouveau de prouver, qu'ils n'avaient pas celui de donner ces explications, qu'ils n'ont rien mis devant la Chambre, et qu'il ne se trouve aucun document qui puisse former la base d'une adresse au gouverneur à ce sujet. Je pousserai jusqu'à la démonstration la preuve de la vérité de ces propositions.

Mais d'abord, devenu l'objet d'amers reproches à raison du parti que j'ai pris dans cette discussion, d'un côté; de l'autre de menaces d'encourir l'indignation publique, même de perdre jusqu'à la confiance de ceux que j'ai l'honneur de représenter, je me dois, comme à cette Chambre, à mes concitoyens, de démontrer que les premiers sont dénués de tous motifs susceptibles d'être avoués par la justice; qu'un devoir impérieux m'impose la loi de braver les secondes, quelqu'en puisse être pour moi les conséquences.

J'espère obtenir, par là l'avantage de dissiper des préjugés capables de fausser les idées, par rapport aux sujets de cette discussion, sur lesquels il est de la dernière importance, qu'on ne s'en forme que de la plus rigoureuse exactitude.

Au milieu du bruit, de quelque confusion, de l'espèce d'agitation qui régnaient dans cette Chambre, lorsque j'ai prononcé mes premiers discours,

j'ai pu soupçonner, même me convaincre, que d'honorables membres s'étaient persuadés que j'invoquais des principes, et que je soutenais des doctrines contraires à ceux sur lesquels je m'appuyais réellement; comme plusieurs d'entre eux se sont complètement mépris sur la nature de mes sentimens, par rapport à ce qu'ils regardaient faussement de ma part, comme l'objet principal de la discussion.

Les honorables membres peuvent se rappeler qu'à plusieurs reprises, et par rapport à divers objets qui me paraissent d'une extrême importance, j'ai tenté d'élever la voix contre ce que je regardais comme une déviation, même comme la violation la plus formelle, de règles qui doivent nous servir de guide dans nos délibérations. Je me suis vu, de même, forcé de garder le silence.

J'ai pu voir qu'on s'était persuadé que j'éprouvais moi-même une extrême agitation, que j'étais le jouet d'une espèce d'hallucination, d'un côté; de l'autre égaré par un sentiment de vive affection pour celui des ministres resté seul à son poste, pendant la crise actuelle; enfin que j'étais dans la plus complète illusion.

Je dois faire l'avou que j'étais dans l'une des situations les plus malheureuses possibles, forcé que je me trouvais de refouler le torrent de l'opinion du moment; de me séparer de ceux dont j'avais cru pouvoir appuyer les démarches, de lutter contre une majorité composée d'hommes, dont je respecte les sentimens, comme les principes et la conduite dans cette chambre; de risquer, même, de perdre l'estime de mes compatriotes, acquis au prix de longues veilles, d'efforts constants, de travaux pénibles, pour défendre leur cause et soutenir leurs plus chers intérêts; de perdre enfin le plus précieux des fruits que l'homme public puisse en recueillir.

L'une des plus cruelles pertes qu'il me serait possible d'éprouver serait, sans doute, celle de l'affection de mes concitoyens, source des plus douces jouissances que j'ai goûtées dans le cours d'une vie consacrée tout entière à leur service; mais je n'ai jamais fait, je ne saurais jamais consentir à faire le sacrifice de mon devoir au désir de la conserver plus que de l'obtenir; avant tout je dois la mériter. Si je cessais de prendre ce principe pour règle de ma conduite, devrais-je attendre d'hommes honnêtes, autre chose que leur dédain pour prix de ma lâcheté?

Pourrai-je les supposer, surtout ceux de mes respectables compatriotes auxquels je dois, dans ce moment, l'honneur d'un siège dans cette Chambre, incapables d'examiner plus que d'apprécier les motifs de ma conduite? Mais, s'il était possible que le refus de leurs suffrages dût me forcer d'abandonner la carrière de la vie publique, je pourrais, du moins, m'assurer de n'avoir pas sacrifié les droits que je suis chargé de défendre. Dans la retraite j'aurais la consolation d'avoir fait tout ce qui dépendait de moi pour soutenir l'édifice du gouvernement responsable, contre la tentative de nous faire adopter des démarches, qui, bien loin de l'étayer, ne pourraient servir qu'à l'ébranler jusque dans ses fondemens. Je dois compter sur leur justice.

Pour la vivacité de mes manières, j'ai sollicité souvent l'indulgence des honorables membres, en leur faisant remarquer que cette chaleureuse expression de mes sentimens n'était pas l'effet de la passion, mais celui d'une conviction profonde; je dois leur demander, si d'après ma conduite en général dans cette Chambre, et surtout dans cette dernière circonstance, ils ont pu se persuader que chez moi les mouvemens du cœur jetaient le trouble dans mes pensées; si, dans mes discours, j'ai violé quelques règles de justice, de morale, ou de bienséance.

Je dois de suite aussi repousser de graves accusations. Forcé, par un devoir avec lequel nulle transaction ne m'était possible, d'interrompre l'honorable procureur général du Haut-Canada, pour lui demander s'il avait la permission de donner de semblables explications devant la Chambre, on m'a cru coupable d'insulte envers celui dont je me fais l'honneur d'être l'ami; d'avoir proclamé, par là même, en présence du pays plus que de doutes sur ma sincérité. Je puis demander si ceux qui doivent me rendre la justice que je n'ai jamais violé les règles de l'urbanité de mes discours, auraient dû me juger capable de prodiguer l'outrage à l'hon. membre, objet de ma part d'un respect sincère, dont ma conduite dans cette Chambre a fourni des preuves si peu douteuses. Celui qui se renferme dans les bornes de la logique n'est coupable d'insulte envers personne. De même que je ne peux faire à l'amitié le sacrifice de l'intérêt de mon pays, je ne puis risquer son sort sur l'opinion de l'individu que je dusse respecter d'avantage, quelle que puisse être ma confiance dans sa probité comme dans ses lumières.

En voyant l'hon. procureur général dans l'erreur, pouvais-je ne pas faire tout ce qui dépendait de moi pour mettre la Chambre elle-même en garde contre le danger de la partager?

Je dois dire encore qu'ensuite, d'après l'assurance avec laquelle on me dit, ce jour là même, que l'hon. membre avait reçu cette permission par une lettre du gouverneur, je dus me persuader que j'avais manqué moi-même de beaucoup plus que d'une prudence ordinaire, en mettant dans la Chambre au jour un soupçon qui pouvait paraître offensant. Je ne pouvais trop le regretter. Je ne sais trop comment je pus cacher la profonde émotion dans laquelle me jeta cette confidence, encore moins le sentiment de douleur qu'elle était de nature à me faire éprouver.

Je sentais de suite tout ce que cette circonstance avait de malheureux, non pas seulement pour moi, mais pour la province. La position respective du gouverneur, des ministres, de la Chambre, la mienne même devenaient toutes autant de problèmes insolubles. Toutes les idées devaient